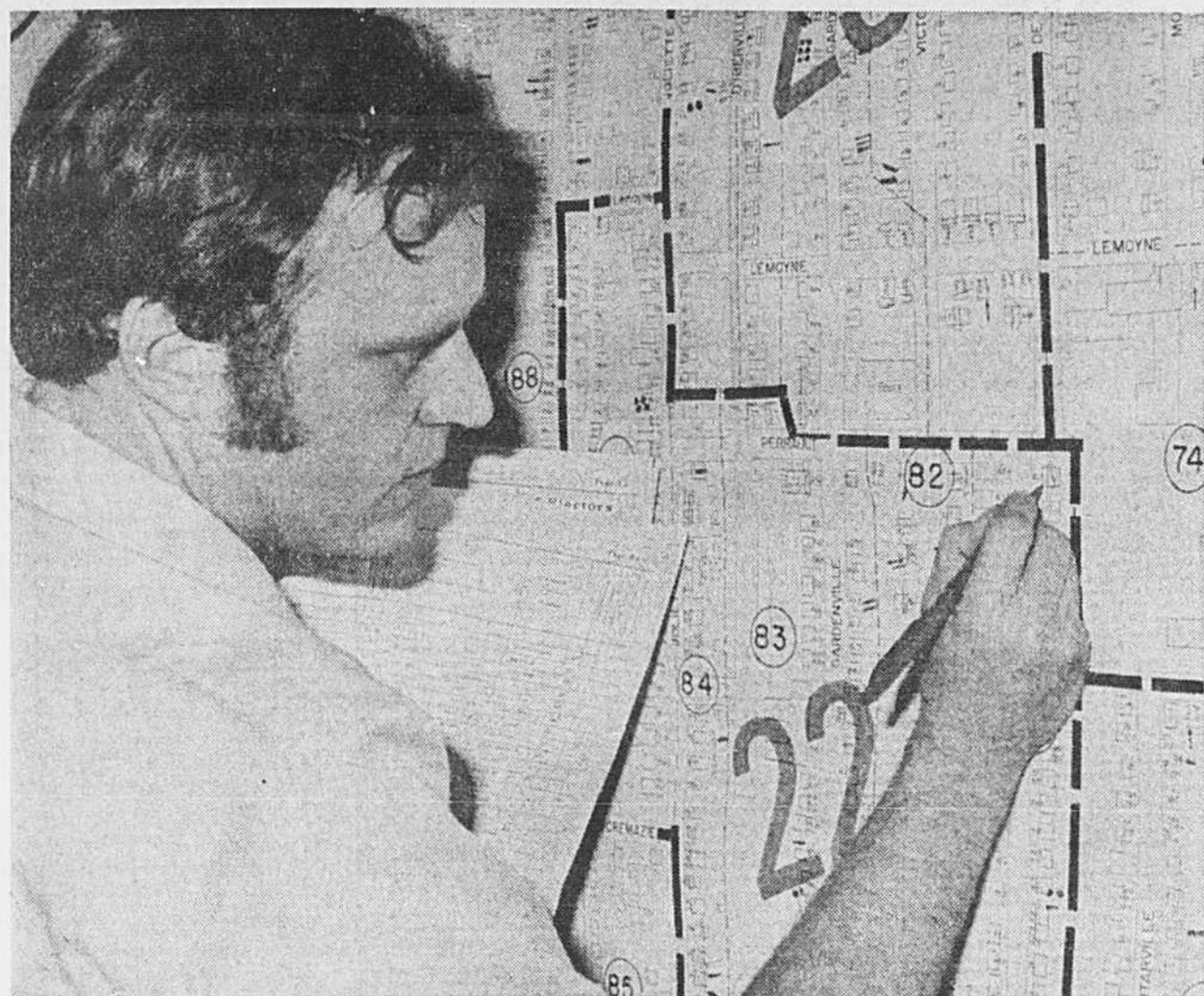




Les méthodes employées aujourd'hui par les partis politiques sont si efficaces que l'on parvient, grâce au "pointage", à identifier la couleur politique de la plupart des électeurs. Ci-dessus, au siège du Parti québécois du comté de Laporte, un organisateur transcrit sur une carte où figurent toutes les maisons de la circonscription les renseignements obtenus sur l'intention de vote des électeurs visités.

AUJOURD'HUI

La résistance n'est pas morte au Chili

De retour du Chili, Pierre Saint-Germain, raconte, notamment, le déroulement d'une cérémonie émouvante, celle de l'enterrement du poète Pablo Neruda.

— page A 11

NOS CAHIERS
DU WEEK-END

TOURISME

Tahiti ou le monde à l'envers

ARTS ET LETTRES

Le palmarès du film canadien

PERSPECTIVES

Des femmes et des chevaux

TÉLÉ-PRESSE

Yoland Guérard, un "homme à tout faire"

SOMMAIRE

Arts et Lettres : D 1 à D 17
Bandes dessinées : A 12
Bâtir au Québec : F 1
Bricolage : F 2
Bridge : A 13
Cinéma : D 8
Décès, naissances, etc. : H 19, H 20
"Dites-moi, docteur" : H 2
Échecs : A 13
Économie : B 2 à B 6
Editorial : A 4
Enigme de la semaine : A 14
Êtes-vous observateur ? H 7
Horoscope : H 4
Informations étrangères : B 1
Informations nationales : A 8
Jardins et maisons : F 2
"Le combat magnifique" : G 5
Loisirs et récréation : A 14
"Mon œil sur Montréal" : H 2
"Mot-mystère" : H 10
Mots croisés : G 4
Petites annonces : F 3 à F 7,
/G 1 à G 7, H 6 à H 16
Polichinelle : A 13
Radio et télévision : D 17
Sciences : G 8
Sports : C 1 à C 8
Timbres : A 13
Tribunaux : E 10
Vacances-voyage : E 1 à E 15
Vivre aujourd'hui : H 1 à H 4

ELECTIONS 73

LA PRESSE et les sondages

CROP : forte avance des libéraux sur le PQ et le PC

Un programme électoral se fait de toutes sortes de façon !

"Reggie" en a gros sur le cœur

Première incursion de Bourassa en territoire péquiste

Pierre Foglia à Baie-Comeau

PQ : \$820 millions de plus en aide sociale
— pages A 7, A 8, A 9



La nouvelle "image" de René Lévesque

Selon notre reporter Claude Gravel, qui suit pas à pas le chef du Parti québécois depuis le début de la campagne, le principal souci du parti et de son chef reste de séduire et rassurer la petite bourgeoisie.

— page A 7

Jules Léger, prochain gouverneur général

OTTAWA — M. Jules Léger, ambassadeur du Canada en Belgique et au Luxembourg, assumera à compter de janvier prochain les fonctions de gouverneur général du Canada, en remplacement de M. Roland Michener, qui occupait ce poste depuis six ans et demi.

Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, a annoncé hier à Ottawa la nomination du nouveau vice-roi, qui avait été approuvée par Sa Majesté la reine Elizabeth II. On sait que le gouverneur général du Canada est le représentant personnel de la reine d'Angleterre au Canada.

Agé de 60 ans, diplomate de carrière, le prochain chef de l'Etat canadien est le frère du cardinal Paul-Emile Léger, ex-archevêque de Montréal. Il est le quatrième gouverneur général de nationalité canadienne et le second de langue française. M. Vincent Massey, qui fut gouverneur général de 1952 à 1959, était de langue anglaise; le général Georges Vanier (1959 à 1967) était de langue française; enfin, M. Roland Michener, nommé en avril 1967, était de langue anglaise. Le prochain titulaire sera le 21ème gouverneur général du Canada depuis la Confédération, en 1867.

Voir LÉGER, page A 2

On vous pointe: le secret du vote n'existe plus

par Gilles GARIÉPY

Vous venez à peine de raccrocher le téléphone que maintenant, c'est à la porte que l'on sonne. Pas moyen de regarder "Les Berger" en paix. Vous ouvrez. Sous la pluie battante et froide, un jeune homme à l'allure rangée, à la mine engageante.

— Bonsoir, madame. Vous êtes bien Mme Marcella Tremblay?

— Oui. Qu'est-ce que...

— Je regrette de vous déranger. Ce ne sera pas long. Je passe pour les élections. Je voudrais vous remettre ce dépliant, qui présente notre candidat, et un autre, ici, qui parle du programme de notre parti.

— Ne restez pas là sous la pluie. Entrez une minute...euh! une petite minute, en tout cas.

— Merci. Tenez, voilà les déliants. Je peux en laisser d'autres pour votre mari et vos fils. Vous avez deux fils en âge de voter, n'est-ce pas?

— Oui, mais il y en a un qui n'est plus ici, il étudie à Québec, vous

savez. Ah, votre parti... Mon mari vous a toujours appuyés mais vous n'avez pas de chance avec mes fils.

— C'est Marc qui a déménagé à Québec?

— Oui.

— J'espère que votre mari pourra lire nos documents. Et surtout votre autre fils, Pierre.

— Ah, sûrement. Mais vous ne le ferez pas changer d'idée. Mon mari discute souvent avec lui, ça fait des grosses discussions.

— Et vous, là-dedans, vous êtes l'arbitre?

— Oh, moi, vous savez, la politique...

— J'espère que vous allez appuyer notre candidat. C'est un homme remarquable, vous verrez.

— Bien, peut-être. Mon idée n'est pas faite. C'est difficile de se retrouver, vous comprenez. Avec tous ces messages à la télévision... ils ont tous l'air d'avoir raison.

Voir POINTE, page A 2



M. Jules Léger

téléphoto PC

Un document de l'Hydro-Québec
La Baie James barre un projet de vingt centrales nucléaires et thermiques

par Robert POULIOT

Le chef du Parti libéral, M. Robert Bourassa, a omis de mentionner dans son livre "La Baie James", lancé jeudi à Montréal, que l'Hydro-Québec projetait au début de 1969 de construire une vingtaine de centrales nucléaires et thermiques au coût de \$5 milliards à travers la province, plutôt que de s'engager immédiatement sur le territoire de la Baie James.

Concentrées principalement dans le sud de la province, depuis la Gaspésie jusqu'à Valleyfield, en passant par Rimouski et St-Hyacinthe, ces centrales auraient généré d'ici 1985 quelque 30 pour cent de la capacité d'accroissement du réseau électrique du Québec.

Ce projet, contenu dans un rapport confidentiel, faisait partie du plan de développement de l'Hydro-Québec pour les 15 prochaines années et recommandait au président de l'entreprise d'Etat, M. Roland Giroux:

— d'aménager, en ordre de priorité, Outardes 2, d'agrandir la centrale Témiscamingue (à l'ouest de l'Abitibi) et Manic 5;

— de développer au moins cinq rivières sur la basse Côte-Nord dès le début de 1973, soit les rivières Romaine et Moisie (toutes deux reliées à la rivière Canapiscou au nord), la Petite et Grande Mécatina et la rivière Natashquan;

— d'harnacher enfin le bassin de

l'Eaton Canyon, dans la région de l'Ungava, selon des conditions similaires à celles de l'aménagement des chutes Churchill;

— de planifier avec le ministère de l'Industrie et du Commerce et les sociétés d'Etat du Québec la fabrication dans la province d'équipements et matériaux sophistiqués utilisés dans la construction et l'activité de centrales thermiques et nucléaires.

Une stratégie industrielle

Ce programme — en fait une véritable stratégie de développement industriel —

Voir BAIE, page A 2

29
OCTOBRE
À quand le vrai départ?

par Claude BEAUCHAMP et Claude SAINT-LAURENT

Le pouls de l'électorat tel que saisi par nos correspondants à travers le Québec tend à indiquer jusqu'à maintenant que les thèmes généraux abordés dans les programmes politiques des différents partis ainsi que l'orientation propagandiste des interventions des chefs ne parviennent pas à mobiliser les électeurs.

De fait, les leaders politiques n'ont pas encore entrepris véritablement l'exploration de leur programme.

Ces premiers jours ont été principalement meublés d'interventions à caractère plus ou moins démagogique de part et d'autre.

Un point saute cependant aux yeux dans le style de ce que l'on peut encore qualifier de "pré-campagne": M. Robert Bourassa a adopté, sur les tribunes, l'ancienne agressivité de René Lévesque tandis que le chef péquiste s'est campé dans une tranquillité sereine qu'il aura sans doute peine à conserver jusqu'au bout.

Où sont les problèmes concrets?

Un second élément retient l'attention: les partis politiques tardent à aborder en termes précis des problèmes très concrets qui font pourtant l'objet des préoccupations quotidiennes des électeurs.

La plus importante de celles-ci concerne évidemment la hausse des prix. Sauf le Parti québécois, pour qui ce domaine relève d'un gouvernement québécois souverain, les trois autres formations politiques paraissent prendre pour acquis qu'il s'agit d'une responsabilité du gouvernement fédéral et, en conséquence, ne s'y arrêtent guère.

M. Bourassa, par exemple, n'a pas parlé une seule fois de la hausse des prix depuis le début de la campagne électorale.

Une autre question concrète qui n'a pas encore trouvé sa place dans le débat électoral relève de l'important secteur de la politique pétrolière, en particulier en ce qui concerne l'approvisionnement en pétrole brut et la distribution (et le prix) des produits finis tels l'essence et l'huile de chauffage.

D'autre part, le chef libéral, préoccupé depuis le début de la campagne de "law and order", n'a pas encore enfonché sa monture favorite de 1970: la création d'emplois. Il attend sans doute pour le faire que sortent, d'ici deux semaines, les chiffres de l'emploi pour le mois de septembre, qui est toujours le meilleur mois de l'année au chapitre du taux de chômage.

Le vrai départ

La campagne démarrera pour de bon cette fin de semaine avec l'entrée en course du chef créditiste, M. Yvon Dupuis, et du chef unionniste, M. Gabriel Loubier, qui, tous deux, ont passé les premiers dix jours de la campagne à dénicher des candidats et à mettre en marche la machine de leur propre circonscription.

Le Parti libéral et le Parti québécois ne se sont en fait échangé que quelques salves de munitions légères.

Il ne fait aucun doute que chacun a gardé en réserve ses gros obus et ses armes secrètes.

Le PQ lâchera un gros morceau dès mardi: son budget-type d'un Québec indépendant, dont on connaît déjà deux tranches dans les domaines social et des loirs.

Mais le plus intrigant, c'est la lenteur avec laquelle les libéraux amorcent leur campagne. Une lenteur sûrement calculée, voulue, déléguée.

Que cache-t-elle pour les deux dernières semaines précédant le 29 octobre? se demandent de plus en plus, avec angoisse, les partis d'opposition, en particulier le Parti québécois.

Le grand stratège en chef du Parti libéral, M. Paul Desrochers, n'a-t-il pas déclaré tout récemment que la campagne électorale de 1973 sera la plus "dure" de toute l'histoire du Québec?

mini-loto
TIRAGE 27
VENDREDI
5 OCTOBRE 1973
Séries émises — 90,000 chacune
Possibilité de:
49794 gagnants de \$5,000.
9794 gagnants de \$500.
794 gagnants de \$100.

inter-loto									
Case postale 908, Place d'Armes, Montréal 126, Qué. Tél.: 873-5350-53									
LE PREMIER NUMERO COMPLET	3	3	2	2	3	6	8	GAGNE	\$125,000.
11 BILLETS SE TERMINANT PAR	2	2	3	6	8			GAGNENT	\$5,000.
103 BILLETS SE TERMINANT PAR	2	3	6	8				GAGNENT	\$1,000.
977 BILLETS SE TERMINANT PAR			3	6	8			GAGNENT	\$250.

TIRAGE: 5 octobre 1973									
3,281 GAGNANTS 1,086,962 BILLETS VENDUS \$731,450.00 EN PRIX									
Le deuxième numero complet	3	3	6	2	2	5	5	gagne	\$50,000.
11 billets se terminant par	6	2	2	5	5			gagnent	\$500.
104 billets se terminant par	2	2	5	5				gagnent	\$100.
980 billets se terminant par			2	5	5			gagnent	\$50.

Le juge Ducros impute les évasions à la politique

par Claude TURCOTTE
de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — La Commission d'enquête présidée par le juge Jacques Ducros croit que s'il y a eu faute dans les évasions nombreuses du printemps dernier, il faut en faire le reproche non pas aux gardiens de prisons mais plutôt au niveau politique.

La Commission exonère en effet complètement les gardiens de tous les

blâmes qui leur ont été adressés le printemps dernier, alors que les évasions se faisaient nombreuses et toutes plus spectaculaires les unes que les autres.

Par ailleurs, la Commission affirme que "des pressions très fortes étrangères au service pénitentiaire furent exercées en 1969 pour hâter le transfert des détenus incarcérés dans le vieux Saint-Vincent-de-Paul, alors qu'un deuxième institut prévu à sécu-

rité maximale du type Archambault n'était pas disponible".

Les conclusions divulguées hier figurent dans un deuxième rapport de la Commission, qui n'est pas cependant le rapport final. Ces rapports sont remis au Solliciteur général, M. Warren Allmand, qui n'en divulgue que certains aspects sous forme de communiqués de presse.

Ces rapports seront peut-être rendu

publics plus tard quand le ministre aura "considéré toutes les dimensions de la question". Pour l'instant, on parle peu.

Mais juste assez pour indiquer que les gardiens de prison font honnêtement leur boulot et qu'il y a eu une erreur commise au niveau politique.

En 1969, l'opinion publique demandait la fermeture du "vieux pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul". On di-

sait qu'il s'agissait d'un édifice vétuste, moyenâgeux et inacceptable au 20e siècle.

Le gouvernement a sans doute cédé à ces pressions. A l'époque, le Solliciteur général était M. George MacLraith.

Avec le résultat qu'on a surpeuplé la prison de Cowansville et créé des circonstances propices aux évasions. Sur les cinq évasions, la Commis-

sion pense qu'il y en a eu deux qui ont été faites avec la complicité de personnes de l'extérieur non identifiées. Ces personnes attendaient les détenus dans une auto.

En faisant connaître ces conclusions hier, M. Allmand a souligné que la situation est maintenant améliorée. Selon lui les évasions dans les prisons à sécurité moyenne et maximale durant l'été dernier ont diminué de 75% par rapport à l'été précédent.

Tactique électorale, disent les syndiqués

"L'agitation dans les hôpitaux n'est pas provoquée par les syndicats. Certaines directions d'hôpitaux profitent de la campagne électorale pour semer la panique et faire le jeu du gouvernement libéral! C'est le premier coup de la Brink's" de la campagne!"

C'est ainsi que M. Louis Cliche, membre du conseil d'administration de l'hôpital Maisonneuve, interprète les remous actuels dans divers hôpitaux.

"Comment expliquer autrement, poursuit-il, qu'une directive qui traitait depuis des mois sur les tablettes soit appliquée tout à coup de façon urgente?" En effet, c'est au printemps dernier que le ministère des Affaires Sociales avait averti les hôpitaux de voir à l'auto financement des services non médicaux comme la cafétéria et le parking.

"Quand le verre ne déborde pas avec la cafétéria et le parking, poursuit M. Cliche, on trouve autre chose, comme des congédiements, des menaces de congédiement et des suspensions."

Selon l'interprétation de M. Cliche et d'un autre membre du conseil d'administration de Maisonneuve, M. Michel Denis, tous deux représentants du public et syndicalistes "on cherche à créer du mécontentement dans les hôpitaux, mécontentement qui dégénérerait en conflit, pour ensuite permettre de dire qu'il faut reporter le premier ministre Bourassa au pouvoir".

Ils signalent cependant qu'à Maisonneuve les patients n'ont souffert aucunement de l'occupation du bureau du directeur, les occupants étant des employés en congé ou hors leurs heures de travail.

Tous deux soulignent également que le conseil d'administration et le comité exécutif ont refusé une résolution de M. Cliche demandant une rencontre entre le directeur du personnel et la direction des syndicats pour établir des mécanismes de communication.

On a plutôt opté pour une solution plus radicale: faire évacuer le bureau du directeur par la police.



Un tel déploiement de forces policières, hier, pour expulser quelques dizaines d'occupants du bureau du directeur général, a provoqué le fou rire parmi les employés syndiqués de l'hôpital Maisonneuve.

Le directeur de l'hôpital Maisonneuve fait évacuer son bureau par les forces policières

par Mariane FAVREAU

A l'hôpital Maisonneuve, hier après-midi, ce n'est pas sans fou rire que les employés ont assisté au déploiement des forces policières pour déloger quelques dizaines d'occupants du bureau du directeur général.

Acte premier: un inspecteur de police et son adjoint arrivent dans une première voiture de police et s'en vont discuter, à l'écart des oreilles indiscrettes, avec le directeur général, M. Jean Boisvert, et son conseiller, M. J.-P. Legault. Il est un peu plus d'une heure trente.

Entracte: de nombreux employés sont réunis dans le hall du pavillon administratif pour épauler les occupants. On chante, on fait quelques discours brefs. Les journalistes constatent que le bureau "occupé" est propre et les verres bien lavés. Ce-

pendant, des affiches disent partout leur mécontentement.

Deuxième acte: remous dans la salle — murmures désapprobateurs — premier moment de confusion: le "panier à salade" de la police vient se ranger juste au pied de l'escalier.

Des appels au calme des dirigeants syndicaux du local 298 des employés de service qui sont les "occupants". Directive répétée de ne pas résister aux ordres des policiers.

Troisième acte: tandis que le hall retentit d'un joyeux "Ce n'est qu'un au revoir, Boisvert" une quinzaine de motards de la CUM, casqués et pétaradant, viennent se ranger en rangs menaçants devant l'immeuble. De nouveau: remous dans l'assistance —

murmures désapprobateurs et fous rires devant ce déploiement bien inutile de force.

Quatrième acte: entrent en scène l'inspecteur de police Riopelle, souriant et compréhensif, le directeur général plutôt tendu, et leurs suivants qui ont mis au point leur "finale".

L'inspecteur explique son rôle. Le directeur général lit une déclaration qu'on vient de lui préparer: "Moi, Jean Boisvert, en possession paisible de cet immeuble... je vous ordonne de quitter les lieux immédiatement."

Remous — murmures — la "séance est finie", le hall se vide.

Epilogue: restent les vrais occupants du bureau. Ils se font relire la sommation du directeur Boisvert et quittent les lieux à leur tour.

Le directeur entre enfin dans son bureau: "Pas de commentaires" seront ses derniers mots, tandis qu'il ouvre ses tiroirs et regarde les affiches qui ornent les murs.

Dehors, les motards reforment les rangs pour le départ. Le panier à salade cherche à se frayer un chemin. Et les syndiqués s'en vont à la cafétéria pour rediscuter.

Tout rentre dans l'ordre. Chacun des acteurs aura créé son petit effet. Et l'on se sera bien amusé.

Il est alors 2:15 heures. Le bureau était occupé depuis 10 h. la veille.

La CUM fait le procès du service de police et s'en prend au mutisme du directeur Coderre

par Florian BERNARD

Les membres du conseil de la Communauté urbaine de Montréal ont adopté un virement de crédits de \$900,000 en faveur de la police, hier après-midi, non sans avoir fait le procès du Conseil de sécurité, du juge Coderre et des policiers en général.

Ce virement de crédits a été adopté parce que les villes n'ont pas le choix. Si les conseillers avaient refusé de virer ces crédits, la CUM aurait été obligée de décréter une imposition spéciale dans chacune des villes, de façon à combler le déficit de la police.

Or, malgré leur réticence à accorder des crédits supplémentaires à la police, aucun maire ne voulait imposer une taxe spéciale à ses contribuables. Malgré ces réticences, trois maires ont quand même été dissidents, soit MM. Eddie Lalande, de Pierrefonds, Jean-Guy Chartier, de Lachine, et J. A. Smiley, de Kirkland.

Le procès de la police

Durant le débat qui a précédé le vote, de nombreux conseillers se sont littéralement "vidés le cœur" au sujet de la protection policière sur l'île de Montréal et du Conseil de sécurité.

Le plus virulent a été le conseiller Paul-Émile Robert, de Montréal, qui a qualifié de "bâtarde" la constitution du Conseil de sécurité. M. Robert a demandé la création d'un front commun en vue de rapatrier le contrôle de la police.

Il a accusé le juge Coderre de ne fournir aucun rapport périodique aux membres de la CUM concernant l'administration de cet organisme. "Notre

rôle est celui d'estampilleurs des décisions du juge Coderre", devait se plaindre le conseiller Robert.

Le conseiller Robert a aussi déclaré que les services policiers n'ont jamais été aussi faibles sur l'île de Montréal. Il a précisé que les citoyens ne cessent de se plaindre, et ceci malgré des coûts de plus en plus élevés. "Les policiers de la CUM ne sont plus soumis au contrôle des élus. Ils sont devenus arrogants, indépendants et ils mènent leur barque tout seuls, sans se soucier des élus", devait conclure M. Robert.

Les silences de Coderre

Un autre conseiller de Montréal, M. Jean-Paul Cloutier, devait s'en prendre aux "silences" du juge Coderre. Il s'est plaint de l'impossibilité, pour les membres de la CUM, d'interroger le juge Coderre sur l'administration financière de la police.

"Je n'hésite pas à dire que la formule actuelle de la protection policière sur l'île de Montréal constitue une grave injustice".

M. Cloutier a demandé que le rôle du Conseil de sécurité soit limité à celui des opérations policières, et rien d'autre. Il a demandé qu'un télégramme portant les signatures des 82 membres de la CUM soit envoyé au ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, exigeant le rapatriement du Conseil de Sécurité.

"Et si ça ne fait pas, a-t-il dit, je suggère que les 82 membres de la CUM se rendent directement au parlement."

Le maire de Lachine, M. Jean-Guy Chartier, s'est également plaint de la diminution des services policiers et des coûts sans cesse plus élevés. Il a aussi reproché aux membres du Con-

seil de sécurité de ne pas fournir de renseignements aux membres du conseil de la CUM. Il a dit que cette situation est une injustice qu'il convient de dénoncer.

Le maire J. A. Smiley, de Kirkland, devait signaler, pour sa part, que sa ville a dû engager des gardiens de sécurité pour combler les déficiences de protection imputables à la police. Ces gardiens ont été affectés, notamment, à la patrouille et à la surveillance des immeubles et des quartiers commerciaux. Il a ajouté que les services de protection n'ont cessé de se détériorer, alors que le Conseil de sécurité, de son côté, n'a rien fait pour diminuer les coûts d'opération.

Le sentiment général des maires de banlieue en est une de frustration et de mécontentement vis-à-vis la qualité des services policiers et les coûts d'administration du service. Ils déplorent l'absence de renseignements provenant du Conseil de sécurité, de même qu'ils dénoncent l'obligation qu'ils ont d'approuver sans cesse des crédits additionnels dont ils ne connaissent même pas l'usage et les fins auxquelles ils sont destinés.

Le bruit nocturne au 10: on se renvoie la balle!

Toute personne qui contrevient au règlement 1448 de la ville de Montréal est passible d'une amende avec ou sans frais et à défaut de paiement, d'un emprisonnement. Ladite amende n'excède pas \$40 et le terme de l'emprisonnement ne pourra être de plus de soixante jours.

Ce règlement 1448 détermine les heures de travail "légal" sur les chantiers de construction, c'est-à-dire entre 7 a.m. et 10 p.m.

Dans un article publié dans son édition du 5 octobre, LA PRESSE dénonçait les travaux qui s'effectuent, 24 heures par jour, sur le chantier du nouvel édifice de Télémetropole.

Si le service des permis de la ville de Montréal est très au courant de la

situation, aucune action précise n'a été entreprise pour faire cesser le "creusage nocturne". Tout ce que l'on dit, c'est que les citoyens n'ont qu'à téléphoner au poste de police de leur quartier où les policiers ont tous les droits pour faire cesser les travaux.

Par contre, au poste numéro 4 de la police de la CUM, l'officier de service nous apprend qu'il n'est pas question que la police intervienne dans cette affaire parce "nous ne nous occupons pas de ces choses-là. Si la Ville nous dit de le faire, cependant, nous le ferons."

Au bureau du contrôle du bruit du service de santé de la ville de Montréal, les plaintes affluent mais jusqu'à maintenant, ça n'a pas donné beaucoup de résultats.

Le Dr Battersby accusé d'entrave à la justice

Le Dr Lawrence Henry Battersby, de la rue Wellington, qui, il y a quelques jours, avait été condamné à \$7,500 d'amende pour avoir "collecté" de l'assurance-maladie des sommes auxquelles il n'avait pas droit, dans quarante cas différents, s'est retrouvé à nouveau en cour, hier, sous une nouvelle accusation d'entrave à la justice.

Selon la police, le médecin, qui a touché des émoluments s'élevant à quelque \$120,000, l'an dernier, aurait payé un résident de la rue

Barbe, à Chomedey, Kurt S. Grabowsky, pour qu'il fasse signer des rétractations à certains témoins, en marge de son premier procès.

Selon la police toujours, cet individu aurait usé de menaces et de violence pour amener ces témoins à leur faire signer ces déclarations contradictoires.

Devant le juge Yves Mayrand, le Dr Battersby a cependant nié sa culpabilité, et son enquête préliminaire reportée à vendredi prochain.



Dans le cadre de l'émission

"Bon Week-end"

diffusée au

CANAL 10,

entre midi et 14 h.,

Me Auguste Choquette

expliquera les dispositions de la nouvelle loi électorale du Québec.

miniloto

TIRAGE 27
Vendredi 5 octobre 1973

24 séries émises — 90 000 chacune

Possibilité de:

49794 — 24 gagnants de \$5,000.

9794 — 192 gagnants de \$500.

794 — 1944 gagnants de \$100.



**LOTO
PERFECTA**

27e course, 4 octobre 1973				RÉSULTAT			
ORDRE: \$1,662.90	(103 prix)	VENTES TOTALES	\$596,056.00	A	B	C	D
DÉSORDRE: \$72.30	(1586 prix)			2	9	10	3

LA PRESSE et les sondages

LA PRESSE ne publiera aucun sondage qu'elle aurait commandité durant la campagne électorale. Elle rendra compte cependant, sobriement, de ceux que d'autres médias auront commandés.

Un sondage, scientifique, est sans doute un outil d'information qui, bien compris, contribue à l'analyse et à la compréhension d'une situation. Sans compter qu'il constitue une avant-première de ce que tout le monde veut finalement savoir: qui va gagner?

De là à placer les résultats en manchette, à la une, il y a une marge que LA PRESSE a déjà franchie, mais qu'elle a décidé maintenant de ne pas franchir: trop de questions non résolues se posent, trop d'erreurs dont nous avons tous déjà été victimes sont là pour nous appeler à la prudence.

Quelle est l'influence réelle d'un sondage sur les électeurs? Dans quelle proportion cette photographie du corps électoral, prise un jour et publiée longtemps après, souvent, compte tenu de la brièveté de la campagne électorale, évoluera-t-elle? Quelle est la valeur de ces sondages?

Qui le sait? Alors, pourquoi ne pas tenter, durant cette campagne, grâce à une équipe reconnue de chercheurs, de répondre à ces questions et d'en informer, après les élections, ses lecteurs? C'est ce que LA PRESSE veut faire, c'est ce qu'elle fera.

Jean SISTO,
éditeur adjoint

CROP: forte avance des libéraux sur le PQ, qui vient loin devant le Parti créditiste

par André BELIVEAU

S'il faut en croire les résultats d'un sondage du Centre de recherches sur l'opinion publique (CROP) publié hier par le réseau Radio-Mutuel, le Parti libéral détient présentement une forte avance (52 p. cent de la faveur populaire) sur son plus proche adversaire, le Parti québécois (26 p. cent) dans la course électorale.

Le Parti créditiste et l'Union nationale viennent loin derrière avec 13 et 6 p. cent du vote populaire, respectivement.

Ces chiffres, qui sont censés représenter l'opinion publique entre le 30 septembre et le 3 octobre dernier, ont été obtenus à partir d'un échantillon de 694 personnes réparties sur l'ensemble du territoire québécois, après projection et pondération.

Les résultats après pondération seulement accordent 37,5 p. cent des suffrages aux libéraux, 18,7 au PQ, 9,6 aux créditistes, 4,6 à l'UN et 1,0 aux "autres", et 28,4 p. cent des personnes interrogées ont déclaré qu'elles ne voteraient pas (3,6 p. cent), qu'elles ne savaient pas pour qui elles voteraient (15,9) ou qu'elles préféraient s'abstenir de répondre. C'est en répartissant ces "non-déclarés" sur les résultats initiaux qu'on en est arrivé aux chiffres mentionnés ci-haut.

Ces résultats sont généralement confirmés par les réponses des participants à des questions corollaires.

Scepticisme et colère

Il s'agissait là du deuxième sondage du réseau Radio-Mutuel en l'espace de 10 jours. Bien que celui-ci ait été mené de façon beaucoup plus sérieuse que le premier, sa publication a soulevé de nombreuses réserves de la part des journalistes présents, ainsi que des quatre chefs de parti. Satisfaction et prudence chez M. Bourassa, scepticisme chez M. Lévesque, colère et indignation chez MM. Dupuis et Loubier.

Déclaré mort avant trépas, M. Loubier a vertement dénoncé la méthodologie utilisée et a rappelé les multiples erreurs des "pollsters" au cours des dernières années.

"Ma réaction profonde devant ce sondage ridicule est une de profond mépris pour cette minorité qui tente de manipuler la majorité, à pour sa part déclarer le chef créditiste, qui a en outre déploré le fait

que Radio-Mutuel ait "tenu à s'assurer les services du sociologue Maurine Pinard, cousin de l'ancien ministre libéral Bernard Pinard", pour servir de caution à son sondage. Il faut effectivement reconnaître que M. Dupuis a de bonnes raisons de se plaindre, les divers sondages ayant traditionnellement sous-estimé la popularité des créditistes.

Commercialisation de la démocratie

Plus nuancé, le chef péquiste René Lévesque a souligné "l'extrême fragilité" d'un sondage téléphonique fondé sur l'opinion de 694 personnes seulement, mais il se réjouit de ce que cette "véritable com-

mercialisation de la démocratie" démontre tout de même clairement que le PQ est devenu le seul parti d'opposition qui puisse servir de solution de rechange aux libéraux sortants. Il note également que le grand nombre d'indécis et de "refus de répondre" semble correspondre "à un climat de changement que nous constatons à travers le Québec depuis 10 jours".

M. Bourassa, enfin, tout en se félicitant de la tendance indiquée, se garde de toute confiance excessive. "Nous ne sommes qu'au début de la campagne", rappelle-t-il. Le premier ministre s'est par ailleurs interrogé sur l'opportunité et la légitimité de la publication de tels sondages en

période électorale. Cette question, a-t-il dit, devrait faire l'objet d'une étude en commission parlementaire.

M. Bourassa a bien raison sur ce point, même s'il y pense un peu tard — comme tout le monde.

Des erreurs à la chaîne

Constituant des éléments d'information et d'analyse précieux en temps normal, les sondages peuvent également donner lieu à des utilisations telles qu'on devrait sérieusement songer à interdire totalement la publication de leurs résultats en période électorale.

On n'a encore jamais mesuré, en effet, l'influence des

sondages sur le comportement des électeurs. Mais les spécialistes croient généralement que les indécis tendent à se rallier au parti donné gagnant. Ce seul fait — et il y en a d'autres — devrait inciter le législateur et les praticiens à la plus grande prudence.

Mais il y a plus. En dépit de tous les raffinements auxquels on en est arrivé au fil des ans, la conduite et le traitement de ces consultations s'appuient encore sur un nombre considérable de facteurs variables qui en infirment dangereusement la validité.

Dans le cas qui nous occupe, par exemple, et tout en reconnaissant l'excellente réputation de CROP, on ne peut s'empêcher de rappeler que cette maison a commis plusieurs erreurs dans la compilation des données du sondage qu'elle a effectué en juin dernier pour le compte du Devoir, et qu'elle a dû se rétracter publiquement par la suite; que le sociologue Pinard, appelé en expert hier par Radio-Mutuel, a lui-même confessé avoir commis une erreur grave lors de l'élection d'octobre 1972 en comparant des résultats d'une élection antérieure avec des résultats de sondages; que les sondages d'avril 1970 et d'octobre 1972 ont lourdement erré dans leur évaluation des forces en présence; que le sondage CROP publié dans LA PRESSE lors des récentes élections scolaires de l'île de Montréal prédisait une participation de l'ordre de 65 p. cent: elle fut de 23 p. cent. On pourrait multiplier les exemples presque à l'infini.

Des hommes et des femmes

On ne peut non plus s'empêcher de noter que le sondage CROP du Devoir indiquait en juin dernier que sur 37 partisans du PQ, 26 étaient des hommes et 11, des femmes; dans le sondage CROP de Radio-Mutuel publié hier, ce rapport passait à 20-18, qu'en l'espace de quatre mois, la clientèle du PQ se soit aussi radicalement modifiée, sans toutefois augmenter de façon

sensible? Sinon, où est l'erreur? S'il y a une erreur sur ce point, ne peut-il aussi y en avoir sur d'autres points?

Dans le sondage publié hier, on indique que 255 des 694 répondants sont des hommes et 397, des femmes. Les deux autres sont sans doute du troisième sexe. Compte tenu de ce qui précède, il est évident qu'une telle composition de l'échantillon ne pouvait que fausser les résultats. Aussi a-t-on pondéré les chiffres obtenus en fonction de la proportion hommes-femmes établie par Statistique-Canada: 49 p. cent d'hommes et 51 p. cent de femmes. Mais encore là, le facteur de pondération demeure très aléatoire, puisque les femmes, c'est connu, votent depuis toujours dans une plus faible proportion que les hommes. Rend-on ainsi justice à tous les partis — et à la vérité?

L'accessoire et l'essentiel

Ce ne sont là que quelques-unes des réflexions qui nous sont venues en analysant les chiffres de CROP-Radio-Mutuel, chiffres qui proviennent, répétons-le, d'une maison respectable. Que valent alors les autres?

Les faiseurs de sondages, qui défendent naturellement leur gagne-pain, répondront à cela qu'ils ne prétendent pas prédire le résultat du scrutin, mais seulement indiquer les tendances générales de l'opinion. Les politiciens et les citoyens n'ont cependant que faire de ce bel angélisme. La réalité qu'il faut voir, c'est que les sondages deviennent facilement, dans les mains de ceux qu'ils favorisent, un efficace outil de persuasion et de diversion.

Dans la pratique, ces artifices prennent une importance considérable et supplantent souvent, dans le grand bingo électoral, des éléments d'information moins spectaculaires mais infiniment plus substantiels. Ceux qui ont écouté le journal télévisé de Radio-Canada hier soir les savent.

Trois partis d'opposition en quête de "vedettes"...

par Pierre VENNAT

SAINT-JEROME — "Candidat vedette demandé pour battre députés sortants libéraux dans les comtés des Laurentides. Prière de s'adresser au Parti québécois, au Parti créditiste ou à l'Union nationale".

Cette annonce n'a évidemment pas paru dans les hebdomadaires ou à la radio locale des Laurentides. Et pourtant elle aurait dû.

Car pour ne pas avoir décroché de "vedette", les trois partis d'opposition, et surtout le Parti québécois, qui a un solide bloc de partisans dans au moins deux des quatre comtés de la région (Terrebonne et Prévost), et le Parti créditiste, qui aurait lui aussi un bon noyau dans Prévost, risquent de ne devoir compter que sur le charisme d'un René Lévesque ou d'un Yvon Dupuis pour l'emporter sur les libéraux qui, eux, sont allés, comme à l'accoutumée, chercher l'élite locale.

A moins d'un net recul des libéraux, recul qui aurait ses répercussions à l'échelle locale, et un net progrès du Parti québécois, on peut affirmer presque sans se tromper que les comtés de Terrebonne, Prévost, Argenteuil et Deux-Montagnes seront "rouges" le soir du 29 octobre.

Argenteuil et Deux-Montagnes

Dans Argenteuil par exemple, les militants péquistes seront les premiers à vous dire que le maire de LaChute, la plus importante agglomération du comté, et dé-

puté sortant Zoël Saindon ne peut pas être battu.

Dans Deux-Montagnes, les libéraux présentent Jean-Paul L'Allier, ministre des Communications, ex-responsable de la Fonction publique, qui est un homme "aimé".

Même à Sainte-Scholastique, "point chaud" du comté, les porte-parole du Centre d'information et d'animation communautaire, qui ne se gênent pas pour s'en prendre aux libéraux fédéraux et au député fédéral Francis Fox, vous diront, si vous acceptez de ne pas les citer: "On n'a rien contre Jean-Paul L'Allier, comme homme et député, il a toujours été sympathique à notre cause".

Terrebonne

Dans Terrebonne, une autre "vedette" locale, Denis Hardy, vice-président de l'Assemblée nationale, se présente au sud de son ancien comté, divisé en deux par la refonte de la carte électorale.

Il a volontairement choisi la partie sud après avoir appris que son adversaire péquiste sera Guy Mercier, qu'il a déjà défait en 1970 en obtenant presque le double de ses voix.

Les péquistes, néanmoins, ne lâchent pas, ni dans Terrebonne, ni dans Prévost, et espèrent.

Prévost

Dans Prévost, on ne se gêne pas pour dire qu'il y a un seul homme qui pourrait l'emporter: Jacques Grand'Maison.

Le chanoine et ex-vice-général du diocèse de Saint-

Jérôme, professeur de théologie à l'Université de Montréal, a refusé de se porter candidat.

Quant aux libéraux, ils ont déniché une "vedette", le maire de Saint-Jérôme, Bernard Parent, lequel sera également candidat à l'élection municipale du premier dimanche de novembre et joue sur les deux tableaux: député, il sera, dit-il, un meilleur maire, et maire, il fera un meilleur député puisqu'il sera le porte-parole du comté et de la ville auprès de Québec.

Quant aux créditistes, ils tentent de persuader un avocat considéré comme libéral jusqu'ici, Me Jean Guérin, de porter leur bannière.

Labelle

Enfin, dans Labelle, ce seront encore les libéraux qui dénicheront les "vedettes" locales puisque s'affronteront, à la convention de dimanche,

un administrateur scolaire de la régionale Henri-Bourassa et surtout le maire de Sainte-Agathe, M. Damien Héty, sur lequel les libéraux comptent pour percer dans la nouvelle partie sud du comté.

Le candidat libéral, toutefois, est loin d'avoir la partie gagnée puisque la vedette dans le comté, celui qui a pavé tout le comté au point qu'à Sainte-Véronique on se trouve presque en plein boulevard Saint-Joseph à Montréal, c'est l'ancien ministre de la Voirie et candidat unioniste Fernand Lafontaine.

Quant au PQ, son dynamique candidat Jacques Léonard fait, encore une fois, une dure lutte. Mais ce n'est pas une "vedette".

Pour tout dire, c'est la chasse aux "vedettes". Mais jusqu'ici, à l'exception de Fernand Lafontaine, elles semblent toutes dans le même "club", l'équipe libérale.

Les Beaux Dimanches

Ouvrage écrit spécialement pour la télévision par Jean-Robert Rémillard, mettant en scène un personnage de l'Histoire: Louis Hébert.

L'Homme aux faux diamants de braises

Ce drame relate la détermination et les luttes du premier colon pour demeurer en Nouvelle-France, malgré l'occupation anglaise et malgré la haine qui couve dans le cœur des gens de son entourage.

Le 7 octobre à 19h30

Victor Désy, Vincent Bilo-deau, Aubert Pallascio, Jacques Gaipeau, Louis de Santis, Aril Johnson, Eric Paul-Hus et Anne Camirand. Mise en scène et réalisation: Florent Forget.



On regarde
Radio-Canada

L'ÉQUIPE du MATIN à MONTREAL

Les Manchettes
**PIERRE
LEROUX**

L'Editorial
**MARC
TRAHAN**

Les Nouvelles
**SERGE TURGEON
PIERRE DONAIS**

Les Sports
**ROCKY
BRISEBOIS**

**PIERRE
COUTURE
6h00 - 9h00**

Le
Carnet "baseball"
**JEAN-PIERRE
ROY**

La Circulation
**DENIS
NIQUETTE**

Les Reportages
**CLAUDE
POIRIER**

La Météo
**P.-A.
LADOUCEUR**

CJMS
1280

la radio de bonne humeur

CBFT 2 MONTREAL CBOFT 9 OTTAWA-HULL CBVT 11 QUEBEC CBGAT 9 MATANE CKRN 4 ROUYN-NORANDA CBAFT 11 MONCTON CBWFT 3 WINNIPEG CBLFT 25 TORONTO CHAU 5 CARLETON CKRT 7 RIVIERE-DU-LOUP CBXFT 11 EDMONTON CJBR 3 RIMOUSKI CHLT 7 SHERBROOKE CKRS 12 JONQUIERE CKTM 13 TROIS-RIVIERES

Ontariens et Américains viennent participer à l'essor de la construction à Montréal

par Jean-Paul SOULIE

Des entreprises de construction, des promoteurs, des agents immobiliers de Toronto et des États-Unis se lancent depuis quelques mois sur le marché de Montréal. Sans paraître le moins du monde préoccupés par l'actuelle campagne électorale, Ontariens et Américains achètent des terrains, ouvrent des filiales. Cette invasion n'inquiète pas les entrepreneurs montréalais: ils sont eux-mêmes très occupés, et leur principal problème est de trouver les matériaux de construction et la main-d'œuvre pour répondre à leurs besoins.

Dernièrement, la compagnie Levitt Canada Ltée, une filiale de la puissante société multinationale ITT, annonçait deux projets immédiats, l'un sur la Rive Sud, à Brossard, l'autre à Dollard des Ormeaux, représentant en tout un investissement de plus de \$6 millions.

Gulf Oil Real State Development, de Reston, en Virginie, vient d'acheter, à Laprairie, un terrain de 2,000 acres, sur lequel elle construira de 500 à 1,000 maisons.

Pendant qu'à l'île Bizard un groupe américain achète pour \$4 millions de terrains, Great Northern Capital, de Toronto annonce un projet de \$50 millions, comportant des maisons d'habitation, des centres commerciaux... etc.

A Montréal, dans le centre-ville, les chantiers de construction se multiplient. Le vaste projet de Campeau Corporation, à Blue Bonnets, aura un voisin, sur Décarie, récemment annoncé par Mondeu, une société de Montréal, en association avec le groupe Oshawa, de Toronto.

Dans le centre-ville toujours, Famous Players Theaters de Toronto, a décidé de construire un immeuble pour commerces et bureaux à l'angle de Sainte-Catherine et de McGill College, à la place actuellement occupée par un cinéma.

Toujours de Toronto, le groupe Lanni, qui construit 1,000 maisons par an dans la Ville Reine, a également un projet pour la région de Montréal.

Montréal moins cher

"L'explication du brusque intérêt des Torontois et des Américains pour

la région de Montréal est simple, dit M. Jacques Dery, directeur de la recherche auprès de l'Association des constructeurs d'habitations de Montréal Métropolitain. Les terrains valent beaucoup moins cher à Montréal, dans le centre de la ville, que dans certaines banlieues éloignées des villes américaines, et les formalités pour obtenir les permis sont beaucoup plus rapides ici qu'à Toronto par exemple".

La construction dans la région de Toronto est encore très active. Mais certains signes d'essoufflement sont déjà perceptibles. "Il commence à y avoir des vacances dans certaines catégories d'immeubles de Toronto, dit M. Dery. La construction y est encore rentable, mais les coûts sont tellement élevés qu'il y a moins d'argent à gagner qu'à Montréal".

D'autre part, il n'est pas rare de voir des entrepreneurs attendre plusieurs mois avant d'obtenir leur permis de construire, parfois des années, alors qu'à Montréal ils sont accordés en deux mois seulement.

L'extraordinaire hausse des prix des terrains un peu partout aux États-Unis est également la raison qui amène les entreprises de construction américaines à s'intéresser à la région de Montréal.

Si les prix, comparativement, sont encore abordables dans la région métropolitaine en banlieue comme dans le centre-ville, une poussée de fièvre de construction comme en a connue Toronto depuis 1967 les fera très certainement grimper aux mêmes sommets que partout ailleurs en Amérique du nord. Les premiers installés feront les meilleurs profits.

Matériaux et main-d'œuvre

"Nous n'avons pas à nous plaindre, bien au contraire, constate un constructeur montréalais, M. Ronald Perrault, de Duroc Construction. Mais le boom qui démarre actuellement crée quelques problèmes."

Il y a d'abord la pénurie de matériaux. Pour M. Perrault, les causes profondes de ce phénomène encore inconnu en Amérique du nord tiennent au commerce international et à la dévaluation du dollar américain.

"Pendant longtemps, dit-il, il a été impossible aux États-Unis de vendre leurs produits dans le monde, mais maintenant qu'ils sont devenus concurrentiels, ils exportent, et les matériaux manquent sur l'ensemble de notre marché."

Au Canada, les stocks étaient insuffisants pour résister à une demande locale accrue et à des besoins de pays exportateurs. Il faut donc, dans certains cas, commander aux États-Unis des matériaux qui ont été fabriqués au Canada et exportés.

Mais un autre problème fait son apparition: la main-d'œuvre est rare, et elle devient exigeante. "Le nombre des ouvriers de la construction, figé pendant une période creuse, ne peut plus suffire en période de grande activité", explique M. Dery.

"Il devient très difficile de trouver des ouvriers spécialisés pour les chantiers hors de Montréal, note M. Perrault. Même si les déplacements — \$10 par jour pour aller à Valleyfield par exemple — sont offerts."

Cette pénurie de main-d'œuvre entrave la bonne marche des projets autant que le manque de matériaux. "Un garage qui coûte \$500,000 verra son prix passer à \$510,000 et plus en quelques mois si les travaux n'avancent pas rapidement. Il y a deux mois l'acier d'armature valait \$300 la tonne. Aujourd'hui, il est difficile de s'en procurer à \$600 la tonne." Et M. Perrault de conclure: "Je ne conseillerais à personne d'attendre des jours meilleurs pour faire construire: les prix augmenteront encore, il vaut mieux le faire tout de suite, et vite".

Léthargique depuis 1967, l'industrie de la construction dans la région de Montréal entre dans une phase de grande activité. Après Toronto, et beaucoup d'autres villes en Amérique du nord, Montréal va connaître une explosion de croissance qu'elle attendait depuis longtemps. Mais les prix eux aussi vont changer.

Allemands et Italiens

Le mouvement semble bien lancé. Il n'a pas échappé aux grandes maisons

de courtage immobilier. LePage, l'important courtier en immeubles de Toronto, a pris pied à Montréal en fusionnant avec Westmount Realty. D'autres regroupement sont à prévoir dans cette industrie.

"Beaucoup d'étrangers sont intéressés à venir investir à Montréal, dit M. Luc Beaudoin, de Promanac Realty Service Ltd. Nous avons beaucoup d'acheteurs Allemands et aussi des Italiens." C'est encore de la déva-

luation du dollar par rapport aux monnaies européennes que vient l'intérêt de ses investisseurs. Si Montréal, partie avec quelques années de retard, suit les traces de Toronto, ils n'auront fait un mauvais placement.



Photo: Pierre McCallin LA PRESSE

Une maison construite en quatre jours

C'est sur ces fondations déjà prêtes que le Dr Zenon Zielinski, professeur à l'Université Sir George Williams, et sa femme Czesia, architecte, vont assembler en quatre jours seulement leur propre demeure. Il ne s'agit pas d'un petit bungalow, mais d'une maison à trois étages, comme le montre la maquette posée au milieu des fondations.

Le secret de la rapidité de la construction de cette maison qui sera située sur une pente en bordure de Westmount, au 3170 place Ramezay, est le concept UCOPAN. Il s'agit d'une nouvelle manière d'utiliser le béton en panneaux à nervures préfabriqués. Les panneaux peuvent être utilisés pour les murs, les planchers, le toit, et dans n'importe quel genre de bâtiment. Bien qu'ils varient en dimensions et en formes, ils sont tous moulés dans le même moule simple.

Pour le Dr Zielinski, il ne fait aucun doute que le béton peut apporter la solution à tous les problèmes de la construction domiciliaire. Jusqu'à présent il a été souvent mal utilisé, et ses immenses possibilités n'ont pas encore été toutes mises en pratique. Contrairement au bois, il ne brûle pas, et il est beaucoup moins cher que l'acier, surtout en ce qui concerne la construction de maisons unifamiliales. D'autre part, le bois risque de devenir de plus en plus cher, à cause de sa rareté.

La plupart des systèmes de fabrication en béton, y compris les panneaux préfabriqués, exigent un outillage de construction lourd, des usines de préfabrication coûteuses, une standardisation et par conséquent une limitation des formes.

C'est pourquoi les Zielinski se sont attachés à chercher un composant du béton à épaisseur minimale, dont plusieurs dimensions peuvent sortir du même moule. Les panneaux mesurent de quatre à vingt pieds.

Ils sont à surface pleine, ou avec des ouvertures pour les fenêtres et les portes.

Grâce à sa grande facilité d'installation, le coût de construction par le système UCOPAN est réduit. D'autre part il est utilisable aussi bien pour un entrepreneur qui n'a que quelques unités à construire que pour la production de masse, en usine.

Le système UCOPAN est le résultat d'études et d'essais réalisés tant en Afrique du Nord qu'en Asie, en Europe et aux États-Unis. La résistance des panneaux minces utilisés a été mise à l'épreuve dans les laboratoires de l'Université Sir George Williams. Les résultats ont prouvé qu'ils pouvaient être utilisés aussi bien dans la construction de maisons unifamiliales que dans l'érection d'édifices commerciaux ou industriels.

Accroissement considérable des mises en chantier à Montréal

Selon Statistique Canada, durant le mois de septembre, le territoire métropolitain de Montréal a été témoin d'un accroissement d'activité considérable, comparativement à l'an dernier, en ce qui concerne les mises en chantier. Par contre, les trois autres centres métropolitains du Québec ont subi un ralentissement d'activité.

Selon les données préliminaires fournies par la Société centrale d'hypothèques et de logement, 4,233 unités de logement ont été mises en chantier durant le mois de septembre dans les centres urbains de la région. L'activité de ce mois représente une baisse de près de 9 pour cent comparative-ment au même mois l'année dernière,

alors qu'il y a eu 4,640 unités de logement amorcées.

Au cours des neuf premiers mois de l'année, 32,213 unités de logement ont été commencées dans les centres urbains de la Province, au regard de 30,983 unités de 1972. Jusqu'à date, les habitations individuelles représentent près de 40 pour cent du total des mises en chantier.

Louez chez Purple Tool

	SABLEUSES à PLANCHER	- Nettoyeur de tapis - Sableuse à bande - Concasseur
	SCIES MÉCANIQUES	TARIÈRES à GAZOLINE POUR POTEAUX

Nous sommes outillés pour satisfaire VOS BESOINS

PURPLE TOOL RENTAL

NORD — 386, boul. des Laurentides 867-8133
OUEST — 6135, rue Sherbrooke 482-2323
EST — 5716, est, rue Sherbrooke 254-3503
RIVE-SUD — 454, boul. Taschereau, Longueuil 874-1525

LOCATION D'ÉQUIPEMENT

PERCO

"ÉTABLI DEPUIS 1939"

- 2275, De la Métropole Longueuil: 670-5600
- 3185, boul. Pitfield, St-Laurent (514) 331-7550
- 5272, boul. St-Laurent Montréal (514) 331-7550

SERVICE DE 24 HEURES LIVRAISON RAPIDE

la plus grande sélection d'outils de location au Canada

• Trois-Rivières
• Sainte-Foy

LOCATION d'outils et d'équipements

SIMPLEX

ETABLIS DEPUIS 1907
9740 BOUL. DE L'ACADIE
331-7770

Demandez notre catalogue gratuit

\$100,000 de PLUS en PRIX

JEUDI PROCHAIN

LOTO PERFECTA

À L'OCCASION de L'ACTION de GRÂCES

101 Propriétés à vendre 101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

LES ENTREPRISES

Désourdy

INC.

par LORDY CO. LTÉE
concessionnaire autorisé à Montréal

PLUS DE 100 BUNGALOWS

Heures d'ouverture: tous les jours
de 11.30 a.m. à 21 h.

**maisons modèles
au 9015
boul. Maurice-Duplessis
(Rivière-des-Prairies)
Montréal**

733-4214 665-7448

SEUL PROJET DU
GENRE à Montréal.
Maisons des Prairies.

CONSTRUCTEURS & DÉVELOPPEURS
DE MAISONS, BUNGALOWS, PAVILLIONS
ET MAISONNETTES

DIRECTION: Se rendre
au coin d'Henri-Bou-
rassa et Ray Lawson et
suivre les indications.

FABREVILLE PROJET "70"

sur la 26e AVENUE

BUNGALOWS

**7 MAISONS MODÈLES
\$16,000 à \$35,000**

Nous construisons aussi sur demande sur le
terrain de votre choix et selon vos exigences.

**G. SYLVESTRI
& POULIN**

627-2433 - 681-7773

Direction: Autoroute
sortie 9 ouest par le
Boul. Dagenais jus-
qu'à Montée Sauriol,
de là suivez nos en-
seignes

AYLWIN 1X8, 4X4, condition parfaite,
système. Comptant \$5,000. Beaudry 526-
4655.

IMMEUBLES GOULET, COURTIER

AYLWIN 12X4, revenu \$9,850, hypothé-
que, de caisse, comptant \$5,000, offres.
526-4655.

IMMEUBLES GOULET, COURTIER

BELLECHASSE, propriété semi-com-
merciale, revenu \$11,940, prix \$69,000.
526-4655.

IMMEUBLES GOULET, COURTIER

BELOEIL, bungalow moderne, 6 pièces,
construit depuis 1 1/2 an, cause change-
ment de territoire. Information M. Pin-
sonneault jeudi-venredi après 19h. sa-
med, toute la journée, 467-1200.

BELOEIL, bungalow brisé 5 pièces, 3
chambres, foyer, garage, \$177 mensuel.
Prix \$22,100. M.L.S. Gilles Chamberland,
467-0285, 467-1167.

IMM. WESTGATE, COURTIER

BELOEIL, Bungalow brisé 6 pièces, 3
chambres, 3 pièces, \$192 mensuel.
Prix \$21,200. M.L.S. Gilles Chamber-
land, 467-0285, 467-1167.

IMM. WESTGATE, COURTIER

BELOEIL
Sur le Richelieu, avec vue sur le Mont
St-Hilaire, luxueuse résidence de 12 pi-
èces, boiseries chêne et noyer, structure
d'acier, en prix de prestige. Salle à di-
ner avec foyer, salon, salle à dîner
spacieuse, cuisine moderne, bureau ou
vivre, chambre des maîtres féérique
avec salle de bains, salle d'habillage et
balcon privé, salle de jeu. Chauffage
eau chaude, 4 zones, terrain superbe,
paysager, 19,100 pi. ca. prix demandé:
\$10,000. M.L.S.

ANDRÉE FERLAND,
467-8333, 467-9242.

TRUST ROYAL COURTIER

BELOEIL, bungalow brisé 7 pièces, 4
chambres, Bureau, 2 grands terrains
boisés, \$162 mensuel. Prix \$22,500. Oc-
cupation Immédiate. M.L.S. Gilles Cham-
berland 467-0285, 467-1167.

IMM. WESTGATE COURTIER

BELOEIL, bungalow brisé 8 pièces, 4
chambres, bureau, piscine, on demande
\$28,000. M.L.S. Gilles Chamberland 467-
0285, 467-1167.

IMM. WESTGATE COURTIER

BELOEIL, Bungalow brisé, 5 pièces, 3
chambres, garage, occupation immé-
diate. Prix \$21,000. M.L.S. Gilles Cham-
berland, 467-0285, 467-1167.

IMM. WESTGATE, COURTIER

BELOEIL, près centre d'achats, et
transport, split-level en brique, salon
avec foyer, 3 chambres à coucher, salle
de jeu au sous-sol, petit bureau, terrain
clôturé, Bar-B-Q en pierre, pour visiter,
communiquer avec Esther Wright 467-
7781, 467-2156.

IMM. SELECT HOME COURTIER

BELOEIL, bungalow brisé, aluminium,
5 pièces, 3 chambres, foyer dans salon,
très bien situé, seulement \$22,100. M.L.S.
Pierre Jobin 467-0285, 467-8890.

IMM. WESTGATE COURTIER

BERNARD, propriété commerciale, par-
fait état 30X92, comptant discutable. Lo-
cations \$26-665.

IMMEUBLES GOULET, COURTIER

BLAINVILLE, site résidentiel, situé sur
coin: terrain 96x96, ombragé, bungalow
brisé et pierres, 5 pièces, 3 cham-
bres, sous-sol semi-fini, \$18,000. Après 5
h. 430-4426.

BOIS DES FILON, propriété style Ca-
nadien, 7 pièces, plus garage, terrain
20,000 carrés, situé bord rivière, plage
et rue privées. Informations 622-5047.

BORD DE L'EAU, Laval maison 2 loge-
ments, cuisine 15x30, 627-3097.

BORDEAUX 1X6, 4X4, parfaite condi-
tion, toit neuf, comptant \$6,000. Boyer
526-4655.

IMMEUBLES GOULET, COURTIER

BORDEAUX, 7, Sherbrooke, 6-4%, reve-
nus \$4,668, 525-1810.

BOUCHERVILLE, magnifique bungalow
style colonial, 3 chambres, construction
impeccable, près écoles, églises, auto-
bus. M.L.S. Chantal Trudel, 655-7611, 767-
9260.

IMM. WESTGATE, COURTIER

BOUCHERVILLE, dans le Seigneurie,
Magnifique cottage canadien pierre-bri-
que, 4 chambres, foyer, terrain paysa-
ger. Chantal Trudel, 655-7611, 767-9260.

IMM. WESTGATE, COURTIER

BOUCHERVILLE, modèle bungalow, se-
mi-détaché, 6 pièces, prix \$17,800, mini-
mum comptant \$1,500, 84%, 655-1020,
365-3408.

BOUCHERVILLE, complètement neuf,
magnifique bungalow brisé 5 grandes
pièces, garage, terrassement fait com-
plètement, allée asphaltée. Hâtez-vous. Colette
Tetreault, 655-9400, 655-1505.

IMM. CARBONNEAU, COURTIER

BOUCHERVILLE, magnifique bungalow
5 chambres, foyer dans le salon, ga-
rage, il faut voir. M.L.S. Johanne Roy,
655-7611, 655-5269.

IMM. WESTGATE, COURTIER

BOUCHERVILLE, grand bungalow
pierre, brique, garage, porte patio;
salle familiale avec foyer. Comptant
minimum \$5,000. Rémi Lépine, 655-9400,
655-4947.

IMM. CARBONNEAU, COURTIER

BOUCHERVILLE, luxueux bungalow, 4
chambres, foyer, bar, laveuse-sécheuse,
rez-de-chaussée, terrain paysager. M.L.S.
Chantal Trudel 655-7611, 767-9260.

IMM. WESTGATE COURTIER

BOUCHERVILLE, joli bungalow brique,
5 pièces, extrêmement propre et super-
bement décoré, terrain extraordinaire.
Balance hypothèque 6 1/4%. Prix \$32,500.
M.L.S. Violette L. Lapacé 655-7611, 655-
4763.

IMM. WESTGATE COURTIER

BOUCHERVILLE, bungalow 4 cham-
bres, terrain magnifique, occupation
pour mai 74, balance hypothèque 6 1/4%,
M.L.S. Mme Huguette Mongeau, 655-7611,
655-0179.

IMM. WESTGATE, COURTIER

BOUCHERVILLE, bord de l'eau, joli
cottage 6 pièces, avec foyer, salle à
dîner, galerie vitrée, garage double,
salle, grand terrain de 15,000 carrés.
\$29,500, 672-7052.

IMM. WESTGATE COURTIER

BOUCHERVILLE, bungalow aluminium,
3 chambres, porte patio, cuisine, ga-
rage, terrain 7,000 p.c. intérêt 9%. M.L.S.
Mme Huguette Mongeau, 655-7611, 655-
0179.

IMM. WESTGATE COURTIER

1805 BOUL. Morgan, 7 logements, im-
peccables, coin Lafontaine, 255-7872.

BOUL. GOUIN près Balzac, magnifique
bungalow, 5 1/2 plus 2, tapis mur-à-mur,
fenêtres panoramiques, grande salle
jeu, garage, \$26,000. Mme Plivko, Im-
meubles Splendid Courtiers, 735-2485.

BOUL. GOUIN ouest, bungalow mo-
dernes, sur le tranquille Green Lane; 3
plus 1 chambre à coucher, 2 foyers na-
turels, salle jeu, terrain 6,500 pi.ca.,
\$32,000. Mme Plivko, Immeubles Splen-
did Courtiers, 735-2485.

BOUL. ST-JOSEPH, près Marquette, 3
logements, 2 garages, revenus \$7500,
\$45,000, bien pour professionnel, 744-
8996.

BOUL. ROLLAND, duplex neuf, lu-
xeux, 2-1/2, plus sous-sol (3 1/2) fini, ga-
rage, près autobus, centre d'achats,
écoles. Maison modeste, 11623 boul. Rol-
land (nord Henri-Bourassa), 259-2757, J.
Robert Blouin, constructeur.

BOUL. ST-JOSEPH, 4 logements, reve-
nus \$6000, 381-7329.

BOUL. Rosemont, près Iberville, 1-8, 4-
4, garage, reus \$5,040, 274-9797.

BOURBONNIERE, cottage 3 1/2, rénové,
garage, prix discutable, beau terrain,
727-1128.

BROSSARD, Split level modèle Château,
situé section "B", 6 grandes pièces,
avec foyer naturel, garage et 634 p.c.
de terrain paysager. Occupation 30
jours. Hypothèque 6 1/4%. Appelez Céline
Deneault, 676-7555, 659-9260.

LES IMM. BEAUDRY INC.

BROSSARD — ASTERVILLE
Vrai bijou, bungalow style espagnol,
neuf pièces, garage, sous-sol fini, près
toutes commodités, excellent pour
professionnel, hypothèque \$18,000 8 1/4%. In-
formations C.A. Soliman, 651-1000, soir
676-8614.

MONTREAL TRUST COURTIER

BROSSARD, nouvelle inscription dans
Asterville, bungalow original 4 cham-
bres à coucher, salon, et salle à dîner
admirable par un foyer, belle salle de fa-
mille, grand terrain paysager, arbres
matures. Pour plus de détails appelez
Suzanne Poirier 677-4450 ou 677-7876.

IMM. WESTGATE COURTIER

BROSSARD, Asterville, joli bungalow
semi-détaché de 3 chambres, très belle
cuisine, sous-sol non fini. Hypothèque à
6 1/4%. Prix \$26,000. M.L.S. Appeler Nicole
Curran, 672-6450 ou 676-9956.

IMM. WESTGATE COURTIER

BROSSARD, très beau bungalow, 5 1/2,
grande salle de jeu avec bar, section B,
près écoles, centre d'achats, transporta-
tion, C.I.T. \$174, excellent achat. 731-
0879.

IMM. PERMANENT ENRG., COUR-
TIER

BROSSARD, 4, 4X4, parfaite condi-
tion, C.I.T. \$174, excellent achat. 731-
0879.

IMM. PERMANENT ENRG., COUR-
TIER

BROSSARD, très beau cottage attaché,
4 chambres, cuisine, vivre, salle à
manger, 1 1/2 salles de bains; dans la
plus belle section de Brossard, C.I.T.
\$141, hypothèque 8 1/4%, excellent achat.
731-0879.

IMM. PERMANENT ENRG., COUR-
TIER

BROSSARD
Bungalow 5 pièces, 3 chambres, nouvel-
lement décoré, grand terrain paysager.
Une aubaine pour aussi peu que \$14,500.
Signalez vite 651-1000, 525-9843, Simone
Talbot pour renseignements et rendez-
vous.

MONTREAL TRUST COURTIER

BROSSARD, Bungalow en brique, 4
chambres à coucher, garage au sous-
sol. Près de toutes commodités, taux
d'intérêt 6 1/4%, \$159 taxes comprises. On
demande \$28,500. Appeler Jeannine Va-
chon 672-6450 ou 676-9990.

IMM. WESTGATE COURTIER

BROSSARD, Superbe cottage semi-dé-
taché, 6 immenses pièces, impeccables,
seulement \$140 mois, tout compris. M.L.S.
S. Prévoist 678-8060, 671-3365.

IMMEUBLES CARBONNEAU COUR-
TIER

BROSSARD, Bungalow de brique et
pierre, 3 chambres à coucher, salle à
manger, foyer, garage, Libre le 1er
mai. On demande seulement \$28,500.
Tél. à Michel Turcotte, 676-7555 ou 679-
1718.

BEAUDRY REALTIES INC.

PRENEZ-MOI SUR VOS GENOUX

Je vous dirai ce qu'il y a aujourd'hui
à la télévision ou à la radio FM.

Vous saurez quels sont les films du petit écran
et si ces films sont bons ou pas.

Je suis

tele-presse

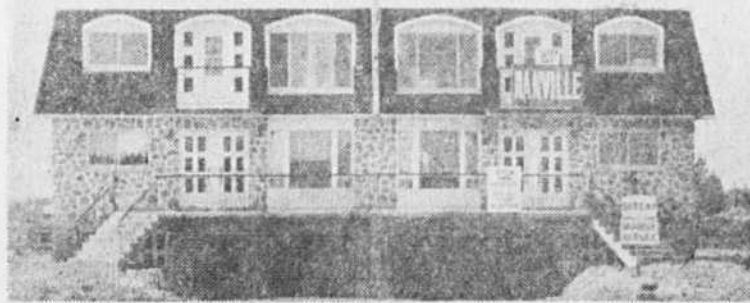
le guide télévision et radio FM

LE SAMEDI DANS

la presse



IN-22-TP-125 4330



2-5 1/2 PIÈCES

1-2 1/2 PIÈCES

- Installation laveuse et sècheuse
- Chauffage eau chaude
- Garage double
- Salle de jeu
- Terrassement et pavage inclus

- Entrée et passage tuiles
ceramique
- A côté: écoles secondaire, primaire,
église, centres d'achats, service
d'autobus.
- Foyer au sous-sol
Finition au plâtre décoratif.

PRIX \$41,990

COMPTANT \$4,190

MENSUEL \$167

(2e HYPOTHÈQUE DISPONIBLE)

TAUX

D'INTÉRÊT

9%

TAXES INCLUSES

Ranville Const. Inc.
2518 VIMONT

LONGUEUIL

(arrière Centre d'achats K-MART)

LONGUEUIL 674-7070

NOUS AVONS AUSSI DES MAISONS À REVENUS 5 LOGEMENTS

Prendre le boul. Cure-Poirier, à gauche
sur la rue Lavallée jusqu'à Verreau et
voir enseignes.

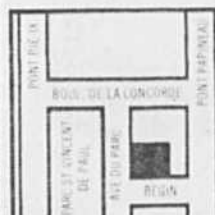
JETEZ UN COUP D'OEIL

**"VILLA
DU PARC"
PHASE I**

COTTAGES 3 ET 4
CHAMBRES ET
MAISONS DE VILLE
AVEC GARAGE

**A PARTIR DE
\$16,950.**

VERSEMENT COMPTANT MODIQUE
OCCUPATION EN SEPTEMBRE



Ouvert du mardi au vendredi
de 11 h à 8 h p.m.
Samedi et dimanche
11 h a.m à 8 h p.m.

Villa du Parc est un charmant quartier de Du-
vernay, entre les ponts Pie-IX et Papineau. Il est
situé au nord du boul. de la Concorde, sur avenue
du Parc et rue Begin.

Face au projet se trouve le plus grand parc de Laval, qui
comporte des piscines, des terrains de sports, un zoo, un coin
pour pique-nique et un terrain de golf.

Le quartier est à peu de distance des écoles, églises et centres
commerciaux et le service d'autobus vous amène directement à la
station de métro Henri-Bourassa.

**POUR RENSEIGNEMENTS:
661-8930 ou 735-2249**



HARMA CONSTRUCTION LTÉE

SUITE des petites annonces à la PAGE G 1